

ROYAUME DE
BELGIQUE

PROVINCE
du
BRABANT WALLON

ARRONDISSEMENT
de
NIVELLES

COMMUNE
De
ITTRE



**RÈGLEMENT TAXE : Inhumations,
dispersions de cendres et mises
en columbarium - Approbation -
Décision**

Du registre aux délibérations du Conseil Communal a été extrait ce qui suit :

Séance du 15 octobre 2019

Présents : Ch. Fayt, Bourgmestre et Président de séance.
P. Henry, F. Mollaert, L. Gorez, J. Wautier, Échevins.
F. Peeterbroeck, Présidente du C.P.A.S.
R. Flandroy, P. Pierson, F. Jolly, D. Vankerkove, H. de
Schoutheete, P. Carton, A. Olivier, L. Schoukens, P. Perniaux,
Conseillers.

C. Spaute, Directrice générale
Excusé(s) : A. François, H. Tavernier, Conseillers.

LE Conseil Communal, réuni en séance publique

Vu la Constitution notamment les articles 41, 162 et 170 § 4 ;
Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les
articles L1122-30, L1124-40 §1, et L3131-1 ;
Vu la Circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région
wallonne et aux recommandations fiscales - année 2020 - ;
Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à
l'établissement et au recouvrement de taxes provinciales et communales ;
Vu le Règlement communal sur les funérailles et sépultures ;
Attendu que la présente décision a une incidence financière d'un montant
inférieur à 22.000 euros et que conformément à l'article L1124-40 §1, 3° du
CDLD, l'avis de légalité du Directeur financier n'est pas obligatoirement
sollicité ;
Attendu la communication en date du 01.10.2019 du dossier à Madame la
Directrice financière en vue d'obtenir son avis de légalité ;
Attendu l'avis de légalité favorable de Madame la Directrice financière en date
du 02.10.2019 ;
Considérant que la commune se doit d'obvier à l'état de ses finances et de se
procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de
sa politique générale et de ses missions de service public ;
Considérant la situation financière de la commune ;
Considérant l'exiguïté des cimetières ;
Considérant que sont soumis à l'approbation du Gouvernement, les actes des
autorités communales portant sur les règlements relatifs aux redevances et aux
taxes communales ;

Sur proposition du Collège communal,
Le Conseil communal,
À l'unanimité,

ARRÊTE :

Article 1er.

Il est établi au profit de la commune d'Ittre, pour les exercices 2020 à
2025 inclus, une taxe communale sur les inhumations, la dispersion des
cendres et mise en columbarium des personnes décédées comme suit :

- personnes inscrites au registre de la population : NÉANT
- personnes étrangères à la commune : 250 €

Néanmoins, les personnes décédées non inscrites au registre de la population
d'Ittre sont exonérées de cette taxe lorsqu'elles ont été hébergées dans des
maisons de repos pour personnes âgées situées en dehors de la commune et
qu'elles étaient inscrites au registre de la population de la commune d'Ittre
avant leur hébergement.

Article 2.

ROYAUME DE
BELGIQUE

PROVINCE
du
BRABANT WALLON

ARRONDISSEMENT
de
NIVELLES

COMMUNE
De
ITTRE



**RÈGLEMENT TAXE : Inhumations,
dispersions de cendres et mises
en columbarium - Approbation -
Décision**

La taxe est due par la personne qui demande l'autorisation d'inhumation, de dispersion des cendres ou de mise en columbarium.

Article 3.

La taxe réclamée conformément au présent règlement est payable au comptant contre remise d'une preuve de paiement.

Article 4.

À défaut de paiement au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible. Le recouvrement de la taxe sera poursuivi selon la réglementation en vigueur.

Le montant réclamé sera majoré des intérêts de retard au taux légal.

Les frais de rappel envoyé par courrier recommandé au contribuable seront à sa charge. Ces frais s'élèveront à 10,00 € et seront également recouverts par la contrainte.

Article 5.

Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et de l'Arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le Collège communal en matière de réclamation contre une imposition communale.

Article 6.

Toutes les réglementations antérieures relatives aux mêmes objets sont abrogées et remplacées par le présent règlement.

Article 7.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

Article 8.

Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Pour le Conseil Communal :

La Directrice générale,
(s) C. Spaute

Le Président,
(s) Ch. Fayt

Pour extrait conforme :
Par Ordonnance :

La Directrice générale


C. Spaute



Le Bourgmestre


Ch. Fayt